

l'aggravation du chômage était due à une politique délibérée du gouvernement. J'en conviens, et c'est en me fondant là-dessus que je vais, à la fin de mes remarques, proposer un amendement à cette motion, en ajoutant des termes destinés à souligner la responsabilité du gouvernement quant au chômage. La situation n'est pas simplement due à un élément qui échappe au contrôle du gouvernement; elle est le résultat d'une intention délibérée du gouvernement et d'une politique qu'il poursuit depuis quelques années.

Assis dans cette auguste Chambre, il est facile d'oublier ce que représentent les chiffres du Bureau fédéral de la statistique relatifs à l'augmentation effrayante du chômage et de les considérer simplement comme des chiffres. Pardonnez-moi si je rappelle aux députés—non pas que je l'estime nécessaire, mais pour placer notre discussion dans son véritable contexte—que nous parlons en ce moment de centaines de milliers d'êtres humains. Nous ne parlons pas seulement des chômeurs eux-mêmes, mais des personnes qui dépendent de l'emploi. Les chiffres du chômage reflètent une tragédie humaine sur une vaste échelle. Ils représentent la peur, le besoin, les espoirs déçus et la confiance ébranlée. C'est de cela que nous parlons aujourd'hui. Nous ne parlons pas simplement d'un taux de croissance exprimé en pourcentages. Nous ne parlons pas de 300,000 ou 400,000 chômeurs comme d'une pure abstraction. Nous parlons d'une souffrance immense et constante, des privations et de la dégradation spirituelle de centaines de milliers d'êtres humains, résultant d'une politique délibérée du gouvernement.

C'est pourquoi je ne puis discuter de cette question avec calme. C'est pourquoi je suis, moi aussi, tout à fait d'avis qu'un gouvernement—ou n'importe qui, quant à cela—qui reste béatement satisfait en présence d'une situation pareille est doué d'une insensibilité éhontée. Qu'un membre d'un groupe qui fait preuve d'une telle indifférence vienne me parler aujourd'hui de société juste et je dirai qu'il est un fiéffé hypocrite.

Au cours de la campagne électorale, le ministre des Finances (M. Benson) a dit que les perspectives d'emploi étaient bonnes, que si le chômage devenait grave, le gouvernement devrait stimuler l'économie, mais que cela ne serait pas souhaitable. Il y a grave et grave, monsieur l'Orateur. Combien grave doit être le chômage pour que le ministre des Finances décide de prendre des mesures?

J'aimerais signaler à la Chambre une nouvelle parue récemment dans le *Star* de Toronto du 30 décembre, alors que, nous nous en souviendrons sans doute, le taux de chômage à l'échelle nationale, corrigé des variations saisonnières, était déjà de 4.6 ou 4.7 p. 100. Le ministre des Finances aurait dit à l'époque que le chômage au Canada était plus élevé qu'il le souhaitait—comme c'est aimable à lui de dire cela—mais qu'il n'était pas intolérablement élevé.

● (4.10 p.m.)

Au nom de mes collègues et au mien—et je crois pouvoir me faire le porte-parole de tout Canadien qui réfléchit et qui a du cœur—je prétends qu'un taux de chômage de près de 5 p. 100, une fois les variations saisonnières éliminées, est intolérablement élevé et qu'il n'y a pas d'excuse qui tienne. Vous le savez, monsieur l'Orateur, selon le Conseil économique du Canada 3 p. 100 devrait être la limite maximum du taux de chômage au Canada. Un taux presque double est certainement assez catastrophique pour émouvoir le ministre des Finances actuel lui-même. J'ai lu un de ses discours, monsieur l'Orateur, et j'en parle non parce qu'il présente une solution, mais comme exemple de la pensée confuse et incompréhensible d'un ministre de la Couronne fort important. J'ai lu le texte du discours que le ministre des Finances (M. Benson) a prononcé devant les membres du Canadian Club à Toronto. Voici ce qu'il a dit: «Le chômage a été plus élevé que nous l'aurions voulu, mais on peut maintenant voir plus clairement que cet état de choses dépend de la croissance rapide de la population active plutôt que de la lenteur à créer de nouveaux emplois». Pour l'amour du Ciel, qu'est-ce que le ministre entend par là? La création d'emplois doit être liée à l'importance de la population active. Si celle-ci s'accroît, il faut créer plus d'emplois. Sinon, c'est qu'on est lent à créer des emplois. Voilà le genre de raisonnement qui a causé nos graves difficultés actuelles.

Le gouvernement a, de propos délibéré, appliqué des politiques qui devaient accroître le chômage, et cela, en se fondant sur un principe démodé et faux, savoir, que si l'on accroît le chômage on atteint le but.

Nous, députés néo-démocrates, avons souvent dit que cette théorie était fautive, qu'en réalité, les prix n'étaient plus soumis aux conditions ordinaires du marché, qu'on ne peut contrôler les prix en intensifiant le chômage, et compter que la baisse de la demande globale fera diminuer les prix. Ce calcul ne